



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

Arrêté du 14 janvier 2025 portant mise en demeure à la société B+T Energie de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 pour son installation située à Chalampé

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment, ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8-I ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté du 24 septembre 2021 portant modification de l'autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique de combustibles solides de récupération (CSR), de déchets d'activité économique (DAE) et d'ordures ménagères (OM) sur le territoire de la commune de Bantzenheim à la société B+T ENERGIE France Sas ;

VU la visite d'inspection du site réalisée le 4 octobre 2024 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, à la suite de cette visite ;

VU le courriel du 29 novembre 2024 de la société B+T Energie ;

Considérant que le 3.5.1 de l'annexe 3 de l'arrêté du 12 janvier 2021 dispose que l'exploitant met en œuvre un plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que

normales ; que les dispositions précitées précisent que ce plan doit notamment contenir la mise en évidence des risques d'OTNOC, la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC, l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC ; que l'exploitant a présenté un projet de procédure relatif aux OTNOC ; que ce projet n'est pas abouti, qu'il ne précise pas les risques d'OTNOC en lien avec leurs causes profondes et conséquences potentielles et que les moyens de détection et modalités de gestion ne sont pas précisées ; qu'il a également été constaté que la société B+T Energie n'est pas en mesure de recenser et de comptabiliser les périodes de fonctionnement en OTNOC ; qu'en conséquence, les dispositions prévues visant à réduire la fréquence de survenue des OTNOC ne sont pas mises en œuvre ;

Considérant que le 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé prévoit la surveillance en semi-continu des PCB de type dioxines pendant au moins deux ans ; qu'il a été constaté que la société B+T Energie ne réalise pas cette surveillance ;

Considérant que le 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé prévoit la surveillance en semi-continu des dioxines et furannes (PCDD / PCDF) ; qu'il a été constaté que la société B+T Energie ne réalise pas cette surveillance ;

Considérant que le 9.2.3.2 de l'arrêté du 24 septembre 2021 dispose que la durée maximale d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption et à 60 heures cumulées sur une année ; qu'il a été constaté que le dispositif de surveillance en continu a été indisponible plus de 10 heures consécutives entre le 15 et le 21 mars 2024 et que la durée d'indisponibilité est supérieure à 60 heures sur l'année 2024 ;

Considérant que par courriel du 29 novembre 2024, la société B+T Energie a indiqué que les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations aux dispositions précitées du 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 et de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté du 24 septembre 2021 nécessitent l'arrêt prolongé de l'usine ; que le prochain arrêt technique annuel est prévu au mois de septembre 2025 ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8-I du code précité *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société B+T Energie, désignée par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 3 avenue de Strasbourg à DIDENHEIM (68350), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique, située sur la plateforme W-Europe à Chalampé (68490).

Article 2 : plan de gestion des OTNOC

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du 3.5.1 de l'annexe 3 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé, rappelées ci-dessous :

« L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;*
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;*
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.*
- [...] ».*

Article 3 : Mesure en semi-continu des PCB de type dioxines

Avant le 15 octobre 2025, l'exploitant se conforme aux dispositions du 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé :

« Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération

[...]

- PCB de type dioxines :

Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) | normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948- 4 ».

Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables (8), (9) | norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4

[...]

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme »

Article 4 : Mesure en semi-continu des dioxines / furannes

Avant le 15 octobre 2025, l'exploitant se conforme aux dispositions du 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé :

« Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération
[...]

PCDD/PCDF	En semi-continu	CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
-----------	-----------------	--

»

Article 5: Mesure en semi-continu des dioxines / furannes

Avant le 15 octobre 2025, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté du 24 septembre 2021 :

« La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année ».

Article 6 : En cas de manquement aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société B+T Energie.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.